

LUCAS, Michael R. *The Western Alliance After INF: Redefining u.s. Policy Toward Europe and the Soviet Union*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers Inc., 1990, 273p.

Jean-René Chotard

Volume 22, numéro 1, 1991

XX^{ème} anniversaire d'Études internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702815ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702815ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1991). Compte rendu de [LUCAS, Michael R. *The Western Alliance After INF: Redefining u.s. Policy Toward Europe and the Soviet Union*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers Inc., 1990, 273p.] *Études internationales*, 22(1), 203-205. <https://doi.org/10.7202/702815ar>

L'article d'Isabelle Rieusset se démarque des autres autant par le sujet que par le langage, codé et original. La société européenne contemporaine est une «culture du virus» en raison de la conjonction de deux phénomènes. D'une part, les nouveaux médias mettent en œuvre des «structures épidémiques» et sont «conviviaux», contrairement à ceux de la génération précédente, marqués par des «structures d'irradiation» et de communication unilatérale. Toutefois ils rendent possible la propagation des virus informatiques. D'autre part, on exploite la peur du SIDA pour développer la peur de tout virus, de toute contagion, de tout contact avec un élément étranger. Il faut sortir de l'angoisse générée par cet imaginaire morbide de la contagion qui mène à la passivité désespérée ou à des actions agressives d'exclusion. «L'Europe des structures épidémiques» risque de devenir celle des boucs émissaires, non de la convivialité. Lors des présidentielles de 1988, le seul parti vraiment opposé à la construction européenne est le Front national. L'Europe et le SIDA mobilisent la même peur: celle de la contamination épidémique par un élément étranger. Dès qu'une épidémie est interprétée comme un châtement, la probabilité que se manifeste un phénomène de bouc émissaire est très forte. «L'Europe de 1993 sera celle des boucs émissaires ou de la convivialité épidémique». L'auteur plaide pour le contrôle, non l'arrêt, de la «dynamique épidémique» et l'utilisation de sa formidable puissance à des fins bienfaites.

Inévitablement hétérogène, cet ensemble d'articles est un heureux aperçu des discussions qui préparent le franchissement prochain d'un nouveau pas dans l'édification de l'Europe.

Samir SAUL

Département d'histoire
Université de Montréal

LUCAS, Michael R. *The Western Alliance After INF: Redefining U.S. Policy Toward Europe and the Soviet Union*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers Inc., 1990, 273p.

Cet ouvrage examine la signification et l'impact de l'accord paraphé lors du sommet de décembre 1987 par MM. Gorbatchev et Reagan. Connu sous le nom de *Intermediate Range Nuclear Forces Treaty*, traité INF, il désigne l'entente par laquelle l'Est et l'Ouest s'accordent pour éliminer du territoire européen et de l'Ouest du territoire soviétique les missiles à moyenne portée (entre 500 et 3000 kilomètres). Cette étude, fondée sur une solide documentation américaine, allemande et (dans une moindre mesure) française, offre aussi une bonne mise au point sur le contexte militaire où se trouvent les deux blocs depuis 1985.

Au-delà de l'examen technique requis par ce genre d'étude, l'auteur s'attache à définir la dynamique nouvelle des rapports entre l'Est et l'Ouest. Plus particulièrement il examine la transformation des rôles joués par les États-Unis, par l'Europe et par l'Allemagne fédérale. Dès l'introduction il annonce la thèse soutenue au long du livre, selon laquelle le modèle de sécurité définie par l'Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale est devenu caduc. En même temps qu'il analyse les contradictions d'une politique, M. Lucas tente d'esquisser un modèle de sécurité pour l'époque qui suit, et suivra, la guerre froide.

La critique vise surtout les États-Unis, comme responsables majeurs de l'Alliance atlantique. Selon l'auteur, Washington, qui utilisait le projet INF comme un test pour démontrer la persistance de la rigidité soviétique, se montra perplexe lorsque Gorbatchev répondit positivement aux offres de réduction, puis d'élimination, de cette catégorie de missiles (février 1987). Au contraire les Européens de l'Ouest réagirent positivement ainsi

que l'ont démontré des sondages d'opinion publique, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, deux pays considérés comme alliés fidèles. Vue de Washington, la notion de détente restait défensive, même après l'accord de principe sur INF par Moscou au début de 1987. Dans son rapport sur les années 1990, le Secrétaire à la défense F. Carlucci appelait à une modernisation des forces. Un nouveau système défensif-offensif, articulé sur des missiles à portée de moins de 500 kilomètres (missile Lance), devait se structurer en une capacité «*Follow-on Forces Attack*» FOFA (p. 37). Mais les Européens ont freiné l'engagement dans cette voie.

M. Lucas évoque deux avenir possibles pour remplacer le statut actuel de l'OTAN. Une première solution consisterait à développer un «*pilier militaire européen*» bâti autour des capacités de l'Allemagne et de la France. Théoriquement possible un tel «*pilier*» pourrait révéler des difficultés pratiques, voire des frictions entre les intentions de Bonn et Paris. Une seconde solution pourrait se traduire par une sous-alliance européenne, à laquelle correspondrait un équivalent Est-européen. Selon cette perspective les deux grandes alliances rivales seraient profondément affectées.

L'ouvrage prolonge l'analyse des politiques de défense américaines par l'examen de l'économie qui les a sous-tendues. L'auteur veut prouver que les dépenses militaires ont cessé d'être un facteur d'entraînement pour l'économie des États-Unis. Reprenant le concept de keynésianisme militaire proposé par Hugh Mosley, il déclare que l'accroissement des budgets militaires par la première administration Reagan a provoqué des conséquences négatives pour l'Amérique (l'endettement national en particulier). M. Lucas se range avec les économistes qui jugent que la Recherche et le Développement aux États-Unis ont été accaparés par le secteur militaire et que la possibilité de transfert de ceux-ci vers le secteur civil est devenue de plus en plus problématique. L'une des consé-

quences serait le risque d'une dépendance des États-Unis à l'égard de leurs alliés, pour la haute technologie. L'année 1984 a vu ainsi un déficit dans la balance commerciale de la haute technologie (p. 99).

En contraste avec les États-Unis, les pays d'Europe occidentale ont opté pour des politiques militaires et économiques plus souples. Tandis que Washington élargissait au-delà du strict domaine des biens et technologies militaires ses interdictions de ventes à l'URSS, les Européens développaient avec le bloc socialiste des échanges fructueux. Cette guerre économique (pp. 147-153) a contribué à l'asphyxie que nous constatons maintenant dans le système soviétique, mais elle a affaibli le dynamisme même de l'Amérique en la privant d'un certain nombre d'opportunités. Il se dégage donc clairement la conclusion que les deux superpuissances négocient désormais leurs réductions mutuelles d'armements sous la contrainte que subissent leurs propres économies. Washington ne se trouve pas placé dans la même situation dramatique que Moscou, bien sûr, et le Secrétaire Carlucci déclarait en juin 1988 que les États-Unis disposent d'une avance technologique de 10 ans dans le secteur de la défense (p. 154). Les États-Unis restent la première puissance, mais des innovations technologiques de plus en plus sensibles sont développées en dehors de l'Amérique.

L'ouvrage achève le tableau du nouveau rapport Est-Ouest en soulignant le glissement majeur qui est survenu dans la doctrine militaire soviétique. L'équipe Gorbatchev a abandonné l'obsession de la sécurité, elle lui a substitué la notion de défense suffisante. Exposée avec solennité par E. Schevarnadze, en juillet 1987, cette «*doctrine*» établit un lien entre la réduction de la rivalité militaire avec l'Ouest et la nécessité de développer des liens économiques avec les États capitalistes. Ainsi devient possible un autre modèle de détente.

Le livre de M. Lucas fournit une synthèse très claire sur l'environnement politique et stratégique qui a produit le traité INF. Il établit l'importance du rôle de l'URSS dans l'amorce de cette transformation, il démontre la plus grande souplesse des pays d'Europe occidentale, et surtout de l'Allemagne, pour en percevoir les opportunités et en tirer bénéfice avant l'Amérique. Mis sous presse pendant l'été 1989, l'ouvrage de M. Lucas n'a pas été contredit par le flot d'événements qui devait à l'automne suivant balayer l'Europe orientale.

Jean-René CHOTARD

*Département de sciences humaines
Université de Sherbrooke, Canada*

MOLNÁR, Miklós. *La démocratie se lève à l'Est, Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*. Paris Presses universitaires de France, 1990, 387p.

Les événements et changements accélérés et irréversibles qui se déroulent dans les pays de l'Est remettent en question non seulement une partie des publications antérieures mais aussi l'actualité des analyses objectives récentes. Dans ce processus de transformation et de dépassement tumultueux, M. Molnár fixe les objectifs de son essai dans ces termes : «Notre analyse s'arrête là où une époque de plus de 70 ans touche à sa fin».

Avec l'effritement du Parti-État, ayant «avalé» les «corps intermédiaires» et la société entière, on assiste, dans ces pays à la renaissance de la société civile. L'hypothèse de base, à la lumière de faits, est le constat d'échec du modèle imposé par l'URSS à ses satellites dont les partis communistes ont totalement perdu l'appui de la société civile. Ces partis, en abandonnant leurs noms res-

pectifs, leurs prérogatives, deviennent des figurants, objets d'ironie et de vexations dans les paysages politiques. Partout, la société civile apparaît comme la seule force politique capable d'assurer les transformations démocratiques. Ces transformations visibles et évidentes, au niveau politique, se heurtent, à des degrés différents suivant les pays, aux appareils administratifs et économiques hérités de régimes communistes. Au même chapitre, les liens économiques et commerciaux qui existaient entre les pays de l'Est et l'URSS continuent à peser dans la restructuration de ces pays lourdement endettés. (Par exemple, 85 % de l'approvisionnement énergétique de la Hongrie devrait être fourni par l'Union soviétique.) À court terme, les problèmes internes graves de ce pays, en état de dislocation, sont susceptibles de provoquer des effets imprévisibles et néfastes dans les pays de l'Europe centrale et orientale.

À l'exception de la révolution romaine, les révolutions «tranquilles» survenues dans ces pays sont de nature différente mais leur dénominateur commun s'exprime dans la mobilisation de la société civile. L'essai propose l'analyse des voies polonaise et hongroise, lesquelles ont préparé le chemin pour les autres pays.

Le premier chapitre consacré aux avatars de la société civile remontant jusqu'à Locke, expose les idées des architectes de l'utopie où «l'État et la société civile feront un seul tout» (p. 31). L'unité de ce tout souhaité par Marx, réalisé par Lénine et perfectionné par Staline avait abouti à la disparition de l'État de droit et à l'absorption de la société civile par le Parti-État. Le «Regard sur le passé russe et centre-européen dresse un tableau historique des particularités et des clivages des sociétés russe, polonaise et hongroise eu égard aux associations. La statique des associations de Hongrie identifiait en 1937 quelque 16 747 associations, cercles, clubs, etc. (p. 51). L'imposition du modèle soviétique, anéantissant toute forme de